

L'ENQUÊTE ÉLECTORALE FRANÇAISE : COMPRENDRE 2017



LA NOTE / #18 / vague 3bis

Mai 2016

LE PRÉSIDENT QUE SOUHAITENT LES FRANÇAIS EN 2017

L'examen de la demande politique spontanée des Français quant à la personnalité qui devrait occuper le poste de Président de la République à partir de 2017 montre que la recherche d'une alternance politique est plus forte que celle d'un renouvellement de la classe politique. Les électeurs sûrs de leur choix sont pour l'essentiel orientés vers des personnalités connues défendant une politique de droite. Les personnalités devant représenter la société civile sont assez largement ignorées. L'existence d'une masse assez importante d'électeurs indécis ou déçus démontre, quant à elle, le désarroi d'une grande partie de l'électorat de gauche.

Methodologie : Les résultats reposent sur les vagues 3 et 3 bis de l'Enquête électorale française, réalisées entre le 11 et le 20 mars 2016 et entre le 15 et le 25 avril 2016 auprès de 20 619 et 20 346 personnes interrogées selon la méthode des quotas.

Luc Rouban

Le débat sur le renouveau de la vie démocratique en France suppose un foisonnement d'idées qui seraient étouffées par les institutions de la V^e République. L'offre politique serait sclérosée et les électeurs français seraient à la recherche de personnalités nouvelles. Une question ouverte posée dans le cadre de la vague 3bis permet de connaître avec précision les souhaits des Français quant au prochain locataire de l'Élysée, sans tenir compte des déclarations de candidature.

Un premier constat, derrière l'apparente variété des demandes, tient à la concentration des choix sur une dizaine de personnalités prioritaires, où la seule nouveauté tient à l'émergence d'Emmanuel Macron. Le second constat est l'existence d'une masse assez importante de personnes encore indécises qui représente un peu moins du tiers des enquêtés (29%). Ce groupe d'indécis n'est cependant pas homogène puisqu'il recouvre au moins deux catégories d'électeurs : ceux qui affirment ne pas encore savoir ou n'avoir pas pris de décision et ceux qui rejettent l'offre politique en considérant qu'aucune personnalité ne leur convient *a priori*. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit principalement de citoyens ancrés à gauche.

I – Les électeurs sûrs de leur choix

Le glissement à droite des électorats

Sur l'ensemble des réponses données spontanément, 71% font état du choix certain ou du moins relativement assuré d'une personnalité¹. Une première lecture des résultats met en évidence l'effet réducteur du scrutin puisque le choix spontané des enquêtés porte sur plus d'une quarantaine de personnalités bien que 90% des souhaits soient concentrés sur 14 personnalités, Alain Juppé et Marine Le Pen en regroupant à eux deux environ 40%. Bien qu'il faille tenir compte des anticipations faites par les enquêtés sur les probabilités de succès réel des uns et des autres, comme les effets de construction de la scène politique par les institutions et les partis, on peut observer plusieurs phénomènes :

- la percée d'Emmanuel Macron qui obtient un score bien supérieur à celui de François Hollande, comme celle, plus modeste, de Bruno Le Maire qui devance très sensiblement les autres représentants de la nouvelle génération de la droite parlementaire ;
- l'absence, dans 90% des réponses, d'un des leaders de EELV, tous devancés par Nicolas Hulot² ;
- la quasi-disparition des dirigeants de la gauche contestataire ou de l'extrême-gauche, à l'exception de Jean-Luc Mélenchon ;
- le très mauvais classement de certaines personnalités censées représenter de près ou de loin la société civile comme François Asselineau ou Jean Lassalle.

Tableau 1 : La personnalité souhaitée comme Président de la République
Source : Enquête électorale française 2017, vague 3bis (% de choix certains)

	N	%	% cumulatif
A. Juppé	3161	22,1	22,1
M. Le Pen	2505	17,5	39,6
E. Macron	1405	9,8	49,5
N. Sarkozy	1180	8,3	57,7
F. Hollande	818	5,7	63,4
J-L. Mélenchon	784	5,5	68,9
B. Le Maire	535	3,7	72,7
M. Valls	488	3,4	76,1
F. Bayrou	473	3,3	79,4
F. Fillon	452	3,2	82,6
M. Aubry	419	2,9	85,5
N. Hulot	334	2,3	87,8
N. Dupont-Aignan	255	1,8	89,6
Ch. Taubira	207	1,4	91,1
Autres écologistes ou socialistes	191	1,3	92,4
D. Strauss-Kahn	169	1,2	93,6
A. Besancenot	116	0,8	94,4
Divers	88	0,6	95,0

¹ Au cas où plusieurs personnalités sont citées, seul le premier nom a été retenu.

² On a intégré dans la modalité « autres personnalités écologistes ou socialistes » des personnalités comme Emmanuelle Cosse, qui recueille 4 citations, et Noël Mamère, qui en recueille 7.

S. Royal	74	0,5	95,5
A. Montebourg	66	0,5	96,0
Autres centristes ou LR	66	0,5	96,4
D. Cohn-Bendit	52	0,4	96,8
Ph. Poutou	50	0,3	97,2
N. Kosciusko-Morizet	49	0,3	97,5
E. Joly	45	0,3	97,8
C. Duflot	35	0,2	98,1
M. Maréchal-Le Pen	34	0,2	98,3
P. Laurent	30	0,2	98,5
L. Wauquiez	29	0,2	98,7
J.-F. Copé	24	0,2	98,9
C. Lepage	23	0,2	99,0
F. Baroin	22	0,2	99,2
X. Bertrand	19	0,1	99,3
J.-L. Borloo	18	0,1	99,4
Ch. Lagarde	14	0,1	99,5
F. Asselineau	14	0,1	99,6
J. Lassalle	13	0,1	99,7
Ph. de Villiers	11	0,1	99,8
N. Arthaud	7	0,0	99,9
J.-P. Chevènement	6	0,0	99,9
J. Cheminade	6	0,0	99,9
N. Morano	5	0,0	100,0
F. Philippot	3	0,0	100,0
Total	14295	100	

Note : la rubrique « divers » intègre diverses personnalités de la société civile. Les rubriques « autres écologistes et socialistes » ou « autres centristes et LR » intègrent des personnalités politiques très variées dont chacune n'est mentionnée que quelques fois.

Ce classement évolue en fonction du niveau de diplôme, de l'âge et de la catégorie sociale mais ce changement porte surtout sur la proportion de citations d'Alain Juppé et de Marine Le Pen et beaucoup moins sur la proportion de celles qui concernent Emmanuel Macron, Nicolas Sarkozy ou François Hollande.

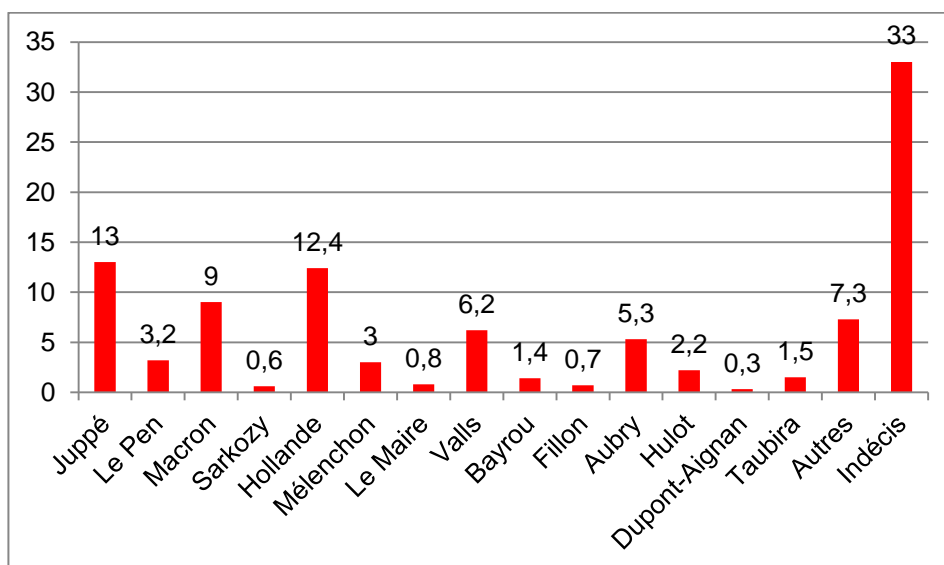
Tableau 2 : La personnalité souhaitée comme Président de la République par âge et catégorie sociale
Source : Enquête électorale française 2017, vague 3bis (% de choix certains)

	18-24 ans	65 ans et plus	Cat. populaires	Cat. moyennes	Cat. supérieures
1	M. Le Pen 19,7	A. Juppé 29,2	M. Le Pen 25,2	A. Juppé 22,1	A. Juppé 27,9
2	A. Juppé 19,6	M. Le Pen 11,7	A. Juppé 17	M. Le Pen 17	E. Macron 11,1
3	E. Macron 12	E. Macron 11,7	N. Sarkozy 8,3	E. Macron 10,2	M. Le Pen 10
4	N. Sarkozy 9,3	N. Sarkozy 8,3	E. Macron 8,1	N. Sarkozy 8,6	N. Sarkozy 7,5
5	J-L. Mélenchon 7	B. Le Maire 7,4	J-L. Mélenchon 7,5	J-L. Mélenchon 5,2	F. Hollande 6,8

Comment se répartit le choix des électeurs qui ont voté pour François Hollande ou Nicolas Sarkozy au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 ? On retient ici le premier tour comme étant plus significatif d'un choix, le second conduisant à des regroupements et à un vote de rejet d'un des deux candidats.

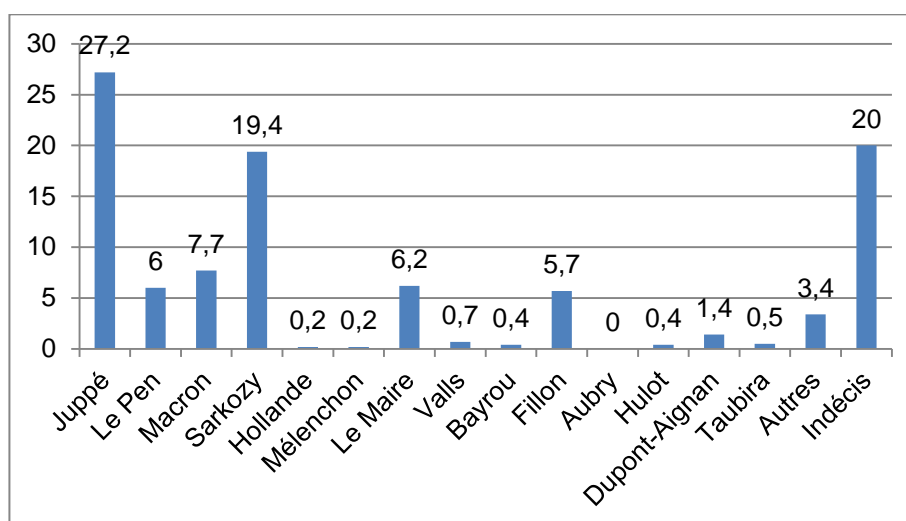
Comme le montrent les graphiques 1 et 2, la fidélité spontanée au choix effectué en 2012 est très basse puisque 12% seulement des électeurs de François Hollande le citent comme personnalité préférée pour occuper l'Élysée en 2017. Ce niveau de fidélité augmente dans l'électorat de Nicolas Sarkozy mais, là encore, à un niveau très bas de 19%. La réorientation des électeurs de François Hollande se fait essentiellement au profit d'Alain Juppé, qui récupère 13% de leurs choix, suivi par Emmanuel Macron (9%) et Manuel Valls (6%)³. Celle des électeurs de Nicolas Sarkozy joue avant tout là encore au profit d'Alain Juppé (27%) suivi de la même façon par Emmanuel Macron (8%). Viennent ensuite trois candidats aux résultats équivalents (6%) : Bruno Le Maire, Marine Le Pen et François Fillon. Si l'on brosse un portrait d'ensemble des choix effectués par les deux électorats, on observe que les anciens électeurs de François Hollande sont souvent indécis et donnent la priorité à des candidats plus à droite que lui alors que la répartition des choix opérés par les anciens électeurs de Nicolas Sarkozy va vers des candidats plus libéraux que lui (Alain Juppé, François Fillon ou Bruno Le Maire). Ces deux glissements semblent bien confirmer la droitisation de l'électorat, du moins si l'on s'en tient à une formule globalisante.

Graphique 1 : Les souhaits des électeurs de François Hollande pour 2017 (%)
Source : Enquête électorale française 2017, vague 3bis



³ On ne retient pas ici la catégorie « autres candidats » qui regroupe 7% des choix mais une multitude de personnalités différentes.

Graphique 2 : Les souhaits des électeurs de Nicolas Sarkozy pour 2017 (%)
Source : Enquête électorale française 2017, vague 3bis



La position privilégiée d'Alain Juppé dans les souhaits exprimés par les enquêtés renvoie à sa capacité d'attraction d'électorats assez variés puisque, parmi ceux qui le nomment, 41% avaient voté pour Nicolas Sarkozy au premier tour de la présidentielle de 2012, 23% pour François Hollande, 14% pour François Bayrou, 6% pour Marine Le Pen et 9% s'étaient abstenus. Le même phénomène joue en faveur de Marine Le Pen mais dans une moindre mesure puisqu'elle bénéficie surtout de la fidélisation de son électorat : 69% avaient voté pour elle en 2012, 12% pour Nicolas Sarkozy, 7% pour François Hollande et 7% s'étaient abstenus. Emmanuel Macron est cité par des enquêtés dont 37% avaient voté en faveur de François Hollande en 2012, 27% pour Nicolas Sarkozy, 11% pour François Bayrou, 6% pour Marine Le Pen, 4% pour Jean-Luc Mélenchon et 11% s'étaient abstenus. François Hollande réunit surtout des fidèles puisqu'il est nommé à 85% par des enquêtés qui avaient voté pour lui en 2012.

Les différents électorats potentiels

Pour mesurer les valeurs des divers électorats potentiels, on utilisera ici les quatre indices déjà présentés dans de précédentes notes⁴. Sur le plan socio-économique, on dispose d'un indice de libéralisme économique, composé des réponses à trois questions : faut-il faire davantage confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté ? ; faut-il donner davantage de liberté de licenciement aux entreprises ? ; faut-il réduire le nombre des fonctionnaires ? On utilisera également l'indice de *welfare* qui mesure l'attachement à l'État-providence sur la base aux réponses à trois questions : faut-il renforcer le budget de l'assurance-maladie ; les ressources consacrées à l'assurance-chômage et celles dévolues aux aides sociales ?

Sur le plan des valeurs politiques, on s'appuie sur deux indices. Le premier est un indice de libéralisme culturel reposant sur les réponses à trois questions portant sur le rétablissement de la peine de mort, le nombre jugé excessif ou non d'immigrés et le fait ou non que l'immigration soit une source d'enrichissement culturel. Le second est un indice de pouvoir régalien construit sur la base des réponses à trois questions : faut-il renforcer les moyens budgétaires de la police et des forces de l'ordre, faut-il renforcer les peines infligées aux délinquants et faut-il à la tête du pays un « homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections » ? Chaque indice va donc de 0 à 3 en fonction du nombre de réponses positives. On n'a retenu dans le tableau 3 que les enquêtés se situant sur les niveaux 2 et 3 de chaque indice.

⁴ Ces indices constituent par ailleurs des échelles statistiques intégrées mesurant des dimensions homogènes.

<http://www.enef.fr/les-notes/>

Tableau 3 : Les valeurs des divers électorats potentiels (%)
 Source : Enquête électorale française 2017, vagues 1, 3 et 3bis

	Libéralisme économique fort	Défense de l'État providence	Libéralisme culturel fort	Demande forte de pouvoir régalien
A. Juppé	48	21	27	82
M. Le Pen	36	22	2	89
E. Macron	49	18	35	81
N. Sarkozy	46	18	10	84
F. Hollande	18	31	58	61
J-L. Mélenchon	10	47	56	58
B. Le Maire	69	10	14	89
M. Valls	27	23	40	77
F. Bayrou	32	18	36	75
F. Fillon	60	14	16	87
M. Aubry	13	35	69	53
N. Hulot	19	24	59	62
N. Dupont-Aignan	42	13	6	94
Ch. Taubira	21	35	77	37

Note : On présente ici les diverses personnalités par ordre décroissant du nombre de citations en ne retenant que celles qui ont obtenu au moins 200 mentions.

Comme le montre le tableau 3, les profils des électorats potentiels d'Alain Juppé et d'Emmanuel Macron sont très proches, mêlant un niveau de libéralisme économique assez élevé à un niveau relativement bas de libéralisme culturel. La comparaison entre les électorats potentiels montre qu'Emmanuel Macron se cale davantage dans l'espace politique de la droite que dans celui de la gauche. Sur le plan économique, ses électeurs potentiels sont bien éloignés de ceux de François Hollande ou même de Manuel Valls, sans même parler des enquêtés mentionnant des personnalités de la gauche contestataire comme Jean-Luc Mélenchon, Martine Aubry ou Christiane Taubira. Le compromis qui caractérise Alain Juppé ou Emmanuel Macron ne se retrouve pas dans les électorats potentiels d'autres personnalités de droite qui, soit se montrent bien moins libéraux sur le plan culturel (cas des enquêtés qui choisissent Nicolas Sarkozy), soit se montrent bien plus libéraux sur le plan économique (c'est le cas des personnes qui désignent Bruno Le Maire ou François Fillon). Enfin, un troisième groupe est composé des enquêtés ayant choisi Marine Le Pen ou Nicolas Dupont-Aignan et qui préfèrent un haut niveau de pouvoir régalien et un faible niveau de libéralisme économique.

Il s'avère en revanche bien difficile de distinguer sur le plan sociologique les électorats potentiels d'Alain Juppé et d'Emmanuel Macron car les deux ensembles partagent à peu près les mêmes profils, tant en ce qui concerne le niveau de diplôme (25% des enquêtés citant Alain Juppé ont au moins le niveau Bac +4 contre 23% de ceux qui citent Emmanuel Macron), la distribution des tranches d'âge (23% des enquêtés citant Alain Juppé ont 65 ans ou plus contre 20% pour ceux qui nomment Emmanuel Macron) que le niveau social tel qu'il peut être étudié à partir du revenu fiscal par foyer et des éléments de patrimoine (les défenseurs d'Alain Juppé appartiennent aux catégories supérieures à hauteur de 32% contre 28% de ceux d'Emmanuel Macron, aux catégories moyennes à concurrence de 47% contre 49% et aux catégories populaires en proportion de 21% contre 23%). La répartition des milieux socioprofessionnels est similaire, même si l'on trouve un peu plus de salariés du secteur public en faveur d'Alain Juppé. Par exemple, leur électorat potentiel est composé dans chaque cas de 18% de cadres du privé, de 20% d'employés du privé et de 5% d'artisans et commerçants.

II – Les indécis et les déçus : une gauche en déshérence

Les résultats que l'on a présentés plus haut sont calculés sur la base des personnes affirmant clairement un choix. Il reste 28,3% d'enquêtés qui ne se prononcent pas, soit qu'ils affirment ne pas savoir ou n'avoir pas encore pris de décision (17% des réponses), soit qu'ils rejettent les personnalités de la vie politique (11,4% des réponses)⁵. On a distingué les deux groupes, le premier rassemblant des indécis, le second réunissant des déçus ou des écœurés exprimant un refus parfois très véhément et volubile de l'offre politique.

Les indécis

La catégorie des indécis est présentée ici de manière homogène mais elle recouvre des situations diverses, allant du refus de répondre à l'enquête, même si un choix a pu être effectué, en passant par des « je ne sais pas trop » accompagnés de souhaits plus ou moins précis (« pourquoi pas X ? ») jusqu'au « je ne sais pas » catégorique.

Les indécis sont ceux qui s'intéressent le moins à la politique : 33% s'y intéressent un peu (25,3%) et beaucoup (7,6%) contre 38% de ceux qui rejettent l'offre politique et 56% qui mentionnent une personnalité, la moyenne de l'échantillon étant de 50%.

Leur niveau d'intérêt pour la prochaine élection présidentielle est assez faible puisqu'ils ont une note moyenne de 2,5 sur une échelle d'intérêt allant de 0 à 10 alors que la moyenne obtenue par ceux qui émettent un choix est de 2,76. En revanche, ils affichent une certaine volonté d'aller voter au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 (note moyenne de 8,6 contre 9,3 pour ceux qui citent une personnalité).

Les indécis ont voté en faveur de François Hollande à 33% lors du premier tour de la présidentielle de 2012⁶ et 7% pour Jean-Luc Mélenchon mais 19% déclarent aussi s'être abstenus ou avoir voté blanc ou nul, 18% ont voté pour Nicolas Sarkozy, 8% pour François Bayrou et 8% pour Marine Le Pen. Au second tour, ils ont voté François Hollande à 53% (% d'inscrits).

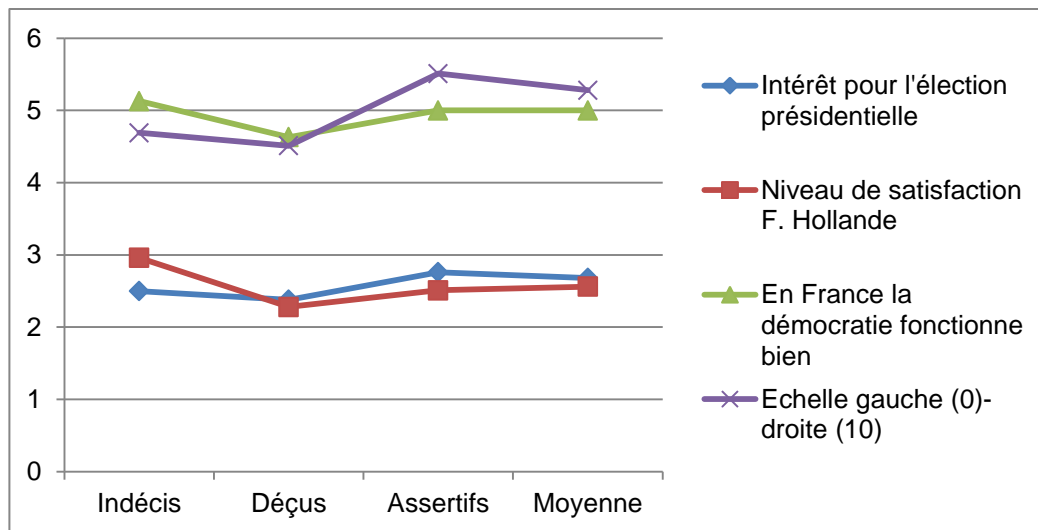
Ils sont en général assez peu diplômés (30% n'ont pas le niveau Bac), et assez jeunes (28% ont moins de 34 ans). Ils appartiennent à hauteur de 36% aux catégories populaires telles qu'on les a définies plus haut, de 48% aux catégories moyennes et de 16% aux catégories supérieures. On remarque une sur-proportion de femmes (64% contre 56% dans l'échantillon) dans leurs rangs.

Leurs valeurs sont assez fortement antilibérales et 29% d'entre eux appartiennent à la gauche antilibérale telle qu'elle peut être définie à partir du vote effectué lors des élections régionales de 2015. C'est néanmoins encore chez eux que l'on trouve le niveau moyen le plus élevé de satisfaction à l'égard de l'action menée par François Hollande.

⁵ Il faut en effet encore distinguer ceux qui ne se prononcent pas et ceux qui évoque un choix partisan (« le candidat LR » ou « un candidat de gauche ») sans mentionner de nom. Si l'on ajoute cette seconde catégorie, on obtient 29,1% d'enquêtés qui ne prennent parti pour aucune personnalité.

⁶ Pourcentages d'inscrits.

Graphique 3 : Les univers politiques des indécis, des déçus et des assertifs
 Source : Enquête électorale française 2017, vagues 1, 2, 3 et 3bis



Les déçus : « aucun car c'est tous des guignols et menteurs » (*sic*, homme, 43 ans, niveau CAP)

Ceux que l'on a nommés les « déçus » rejettent l'offre politique et considèrent, soit qu'aucune personnalité n'est digne de l'Élysée, soit qu'aucune ne s'est révélée pour l'instant, soit encore, parmi de nombreuses variantes, que le système politique français est incapable de produire des candidats de qualité et qu'il en faudrait de nouveaux.

Comme le montre le graphique 3, les déçus sont ceux qui s'intéressent le moins à l'élection présidentielle, sont les plus critiques de l'action menée par François Hollande et sont les moins nombreux en proportion à considérer que la démocratie fonctionne bien en France. Au premier tour de l'élection présidentielle de 2012, ils étaient les plus nombreux à s'être abstenus ou à voter blanc et nul (23%). Ils ont voté en faveur de François Hollande à concurrence de 30%⁷ et ce sont eux qui ont le plus fréquemment voté pour Jean-Luc Mélenchon (9%) et le moins voté pour Nicolas Sarkozy (15%). Comme les indécis, ils ont peu voté pour Marine Le Pen (8% dans les deux cas). Au second tour, ils ont choisi François Hollande à hauteur de 50% (% d'inscrits) mais se sont abstenus à concurrence de 27%.

Ils sont davantage diplômés que les indécis puisque 55% contre 49% ont suivi des études supérieures et légèrement plus âgés. Ils appartiennent plus souvent aux catégories supérieures (19% contre 16%), ce qui se traduit par le fait, notamment, que l'on trouve davantage de cadres du public dans leurs rangs (13% contre 11%) et moins d'ouvriers du privé (9% contre 13%).

En proportion, ils sont les plus nombreux à penser que les politiques publiques ne sont pas au service de l'intérêt général (61% contre 52% des assertifs et 48% des indécis) ou que la société est injuste (74% contre 66% des assertifs et 63% des indécis).

Le rejet des structures politiques est particulièrement fort puisqu'ils sont 43% à penser qu'aucun parti politique n'est capable de traiter le principal problème qui se pose en France aujourd'hui contre 24% des indécis et une moyenne de 20% parmi l'ensemble des enquêtés. Ils sont 47% à répondre qu'ils s'abstiendraient ou voteront blanc et nul au premier tour de la présidentielle de 2017 contre 33% des indécis⁸.

⁷ Pourcentages d'inscrits.

⁸ Scénario voyant Alain Juppé comme candidat Les Républicains sans François Bayrou. Les chiffres sont les mêmes dans l'hypothèse où Nicolas Sarkozy serait le candidat.

On est ici en présence d'une abstention de protestation portée en grande partie par des électeurs de la gauche contestataire à la recherche d'un leader. Aux trois quarts, ils citent des personnalités de la gauche contestataire comme étant ceux qui incarnent ce que devrait être la gauche (par exemple, 25% citent Martine Aubry, 17% Jean-Luc Mélenchon, 14% Olivier Besancenot, 9% Arnaud Montebourg et 9% Christiane Taubira).

Conclusion

L'évocation spontanée d'une personnalité pour l'Élysée en 2017 révèle au final une volonté de renouvellement assez faible car les premiers à être cités, à l'exception d'Emmanuel Macron, font partie du paysage politique français depuis longtemps. Les personnalités censées représenter la société civile et la volonté de pratiquer la démocratie autrement arrivent en bas du classement même lorsqu'elles sont fortement médiatisées. Il en va de même des représentants de l'écologie politique. Les enquêtés les plus assertifs s'avèrent surtout s'orienter vers des personnalités de droite alors que les anciens électeurs de la gauche socialiste sont souvent indécis. Ces derniers côtoient un noyau dur de déçus, proches de la gauche contestataire, qui rejettent l'ensemble de l'offre politique.

Bibliographie et références documentaires

PERRINEAU (Pascal), *Valls-Macron : trublions ou recours d'une gauche en morceaux ?*, La Note, CEVIPOF, #16, avril 2016. <http://www.enef.fr/les-notes/>

ROUBAN (Luc), *Les seniors au centre de l'élection présidentielle de 2017 (étude n° 1)*, La Note, CEVIPOF, #17, avril 2016. <http://www.enef.fr/les-notes/>

L'auteur

Luc Rouban
Directeur de recherche CNRS
luc.rouban@sciencespo.fr

Édition

Madani Cheurfa / Odile Gaultier-Voituriez

Réalisation

Marilyn Augé

L'Enquête électorale française

Le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) est le laboratoire de référence pour l'étude des attitudes politiques et l'analyse du comportement électoral. De novembre 2015 à juin 2017, le CEVIPOF déploie un dispositif inédit de recherche et notamment l'Enquête électorale française dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017.

En partenariat avec IPSOS et *Le Monde*, un panel de 25 000 Français, un autre de 1 000 jeunes de 16 à 18 ans et un dernier de 2 500 personnes non inscrites sur les listes électorales, sont interrogés 16 fois durant vingt mois.

L'Enquête électorale française, à l'instar des recherches conduites précédemment aux États-Unis, au Canada ou au Royaume-Uni, répond à quatre grandes questions :

> Quels sont les facteurs individuels et contextuels susceptibles d'ancrer un choix électoral ?

> Les variables dites lourdes (socio-démographie, religion et patrimoine) suffisent-elles à expliquer les choix électoraux ? Qu'en est-il des ressorts psychologiques du vote (émotions et personnalité) ?

> Quelle est l'influence des changements personnels, familiaux, professionnels ou encore géographiques sur le vote ?

> Enfin, quelles sont les formes de mobilisation politique des primo-votants ?

Pour ces recherches menées dans le cadre de l'Enquête électorale française, le CEVIPOF bénéficie du soutien du ministère de l'Intérieur.



www.enef.fr

cevipof.2017@sciencespo.fr

www.cevipof.com
